



La dette publique pour celles et ceux qui ne se contentent pas de Cnews ou BFMTV

5-2

Idée reçue n° 2 : « Les services publics nous coûtent un pognon de dingue et sont pourtant très mal gérés » (2/2)

Enfin, **la part des dépenses d'administration de la Sécurité sociale est inchangée depuis un demi-siècle**. Sans surprise, elles ne représentent qu'une faible part des dépenses, cet organisme étant principalement une immense machine à redistribution d'argent entre citoyens.

Comme on l'a vu, les dépenses et recettes des administrations centrales et locales ont relativement peu évolué depuis 1985 : les dépenses ont un peu augmenté, et les recettes ont assez nettement diminué. Mais ceci a suffi à générer depuis lors un déficit permanent de 2 % de PIB, régulièrement aggravé par les crises économiques ; ceci explique le niveau actuel de la dette, supérieure à 110 % du PIB. **Notons bien que les déficits viennent d'une baisse des recettes, pas d'une hausse des dépenses.**

Ce constat cache cependant une évolution interne contrastée entre l'État et les collectivités territoriales. **Depuis 30 ans, les collectivités locales ont nettement accru leurs dépenses, par exemple en recrutant du personnel communal pour les crèches, écoles, services sociaux de proximité... Elles ont augmenté leurs recettes, en parallèle, puisque depuis 1982, elles doivent voter des budgets en équilibre.**

Ces collectivités opérant peu de transferts financiers, leurs dépenses sont majoritairement des dépenses d'administration, qui ont donc fortement augmenté au fil des ans.

Concrètement, cela se voit dans l'évolution du nombre de fonctionnaires : la part des agents publics dans la population active n'a pratiquement jamais cessé d'augmenter. Mais depuis plus de 30 ans, cette hausse vient essentiellement des mairies, départements et régions, qui ont beaucoup recruté de personnel local. Seule une partie de ces créations de postes s'explique par des transferts de compétences de l'État vers le local ; le reste répond à des besoins nouveaux.

À l'inverse, **la part des fonctionnaires d'État a nettement baissé depuis l'an 2000**. Plus largement, c'est bien l'ensemble des dépenses de l'État qui ont nettement diminué au cours des 30 dernières années. Autrement dit, **l'État a été mis à la diète depuis 30 ans, alors que la plupart des citoyens pensent exactement l'inverse !**

Ce sont donc la Sécurité sociale et les collectivités locales qui ont absorbé toute la hausse des dépenses des dernières décennies – et même un peu plus – en grignotant la part de l'État.

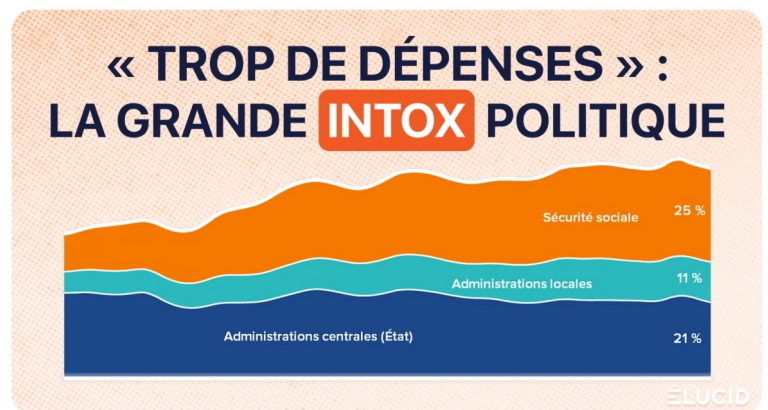
Ainsi, en proportion du PIB, l'État a nettement réduit ses dépenses depuis une trentaine d'années. Pourtant, aucun grand média ne le souligne : les dépenses de l'État sont aujourd'hui bien plus faibles qu'en 1980. Le problème est que les recettes de l'État ont, elles encore, davantage diminué, creusant un lourd déficit permanent.

Depuis 40 ans, les responsables politiques ont affamé l'État par pur poujadisme électoral. Cette stratégie a conduit au niveau actuel d'endettement public, qui est essentiellement dû aux déficits cumulés du seul État. La dette de l'État représente désormais 85 % de la dette publique totale.

Mais il y a pire. **Une part non négligeable des dépenses de l'État a été détournée des services publics.** À partir des années 2000, le projet néolibéral n'a eu de cesse de s'épanouir, c'est-à-dire de mettre l'État au service des plus riches : les gouvernements successifs ont obligé l'État à multiplier les subventions et cadeaux fiscaux au secteur privé. En 2020, ces aides publiques – aux entreprises et, dans une moindre mesure, à certains ménages fortunés (via des baisses d'impôts, par exemple la diminution de l'ISF) – représentaient au minimum 120 milliards d'euros de dépenses directes, et bien plus en incluant tous les dispositifs.

Le poids des seules subventions est passé d'environ 5 % des dépenses publiques totales au début des années 2000 à 8-10 % aujourd'hui. Cela tient en partie au pillage néolibéral de l'État au profit du privé, mais c'est aussi une conséquence de l'euro : comme la monnaie unique pénalise notre industrie par des taux de change inadaptés en Europe, on subventionne nos entreprises pour éviter qu'elles ne s'effondrent face à une concurrence avantagée par cette distorsion monétaire.

L'économiste Jacques Sapir a, par exemple, raconté comment François Hollande et Emmanuel Macron avaient fait le choix du déficit pour prolonger l'euro.



Ainsi, **ces dernières décennies, les gouvernements néolibéraux ont transformé l'État en pompe à finances pour les plus riches**. Toujours plus de soutien public aux entreprises (sans contrepartie ni résultat probant), des baisses d'impôts sur les sociétés et sur la production sous prétexte de compétitivité européenne, des cadeaux fiscaux aux plus aisés (par exemple avec la large diminution de l'impôt sur la fortune, le fameux ISF largement supprimé après 2017)... et bien sûr, toujours plus d'intérêts versés aux rentiers de la dette publique, ces ultrariches à qui l'État emprunte pour combler ses déficits. Quand on est riche et qu'on vote Macron, on gagne à tous les coups !

Comme, dans la comptabilité publique, ces aides massives constituent des dépenses de transfert supplémentaires, et que les dépenses totales de l'État ont diminué, cela signifie donc que les gouvernements ont largement sabré dans les dépenses d'administration, c'est-à-dire les dépenses de fonctionnement et d'investissement (dans l'Éducation, la Santé, les infrastructures, etc.). **Ces fortes baisses de dépenses expliquent une bonne partie de la dégradation des services publics** – une dégradation qui pose tellement de problèmes actuellement et dont les effets à long terme seront ravageurs.

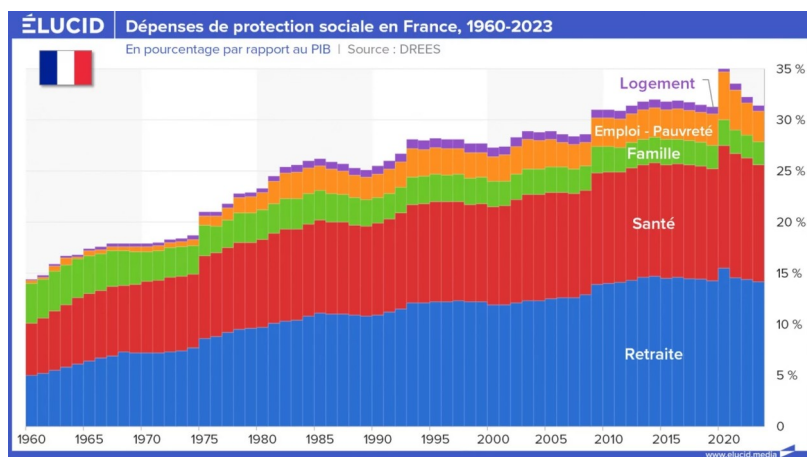
Le résultat ? **En 40 ans, les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'État ont fondu de 35 % en proportion du PIB**. Pas étonnant que nos services publics soient à l'agonie !

Cette austérité déguisée a aussi contribué à l'effondrement de l'hôpital : **même si les moyens alloués aux soins hospitaliers n'ont pas baissé en euros constants, ils auraient dû augmenter bien davantage pour suivre le vieillissement de la population et le progrès médical**. Ne pas les ajuster, c'est les baisser « en creux ». C'est ainsi qu'on se retrouve avec un hôpital public sous-doté, où la dépense de santé par malade est manifestement insuffisante.

Conclusion

En conclusion, si nous payons « toujours plus pour avoir toujours moins », ce n'est pas à cause d'une mauvaise gestion, mais parce que **les ressources supplémentaires ont été orientées ailleurs que vers les services publics du quotidien**. Nos impôts ont d'abord servi à financer l'augmentation des retraites et des dépenses de santé dues au vieillissement, ainsi qu'à compenser les multiples cadeaux fiscaux et aides accordés par les gouvernements néolibéraux au secteur privé. Il manque donc de l'argent pour faire fonctionner correctement l'école, l'hôpital, l'université et la justice...

Qui paie le prix de ces arbitrages ? L'ensemble des citoyens qui voient les services publics se dégrader faute



d'investissements et la collectivité qui hérite d'une dette publique alourdie. En baissant les impôts sans réduire d'autant ses dépenses, l'État s'est mis chroniquement en déficit. Le cercle vicieux est enclenché : la détérioration des services publics sert ensuite d'argument pour justifier de nouvelles privatisations ou externalisations (soi-disant plus « efficaces ») – lesquelles coûtent souvent plus cher au final et profitent à des intérêts privés. En fin de compte, le prétendu « gaspillage » de l'argent public cache un choix idéologique : celui de ne pas financer correctement certaines missions d'intérêt général, quitte à en dégrader la qualité, pour pouvoir afficher des impôts un peu plus bas et préserver les privilèges fiscaux de

quelques-uns. Il n'y a là aucune fatalité technique ou gestionnaire : c'est une question de priorités politiques.

Pendant ce temps, ceux qui profitent du système actuel en siphonnant les caisses de l'État sont précisément ceux qui dénoncent la « dépense publique » à longueur de journée pour justifier la casse du service public.

Car les plus riches profitent doublement de cette situation : non seulement ils bénéficient des baisses d'impôts mais, en parallèle, l'affaiblissement du secteur public ouvre de nouveaux marchés juteux au privé (cliniques, écoles, cabinets de conseil, etc.), ainsi que de juteuses opportunités de faire fructifier leur épargne grâce à la dette publique.

Au final, les données confirment que l'argent public ne disparaît pas dans un trou noir : il profite largement à la société (pensions, soins, aides...) et, hélas, de plus en plus à une minorité privée. La vraie gabegie, ce sont les milliards d'euros de subventions et de cadeaux fiscaux accordés chaque année sans contrepartie et qui n'améliorent ni les services ni la prospérité commune.

Rétablir la vérité sur la dépense publique, c'est donc comprendre qu'il ne s'agit pas d'argent dilapidé, mais d'argent orienté en fonction de choix politiques. **Dès lors, la question devient : voulons-nous consacrer nos ressources à financer un modèle social solidaire ou à gaver ceux qui n'en ont pas besoin ?**

C'est un débat de société crucial, trop souvent obscurci par les clichés et les idées reçues.